

Essor et mutation de la production porcine dans le bassin nord-européen : émergence d'un modèle d'élevage transfrontalier inédit

Christine ROGUET (1) et Michel RIEU (2)

(1) IFIP-Institut du porc, La Motte au Vicomte, BP 35104, 35651 Le Rheu Cedex, France

(2) IFIP-Institut du porc, Antenne Toulouse, 34 boulevard de la Gare, 31500 Toulouse, France

christine.roguet@ifip.asso.fr

Essor et mutation de la production porcine dans le bassin nord-européen : émergence d'un modèle d'élevage transfrontalier inédit

L'Allemagne, les Pays-Bas et le Danemark deviennent un bassin de production unique avec spécialisation géographique des activités et flux transfrontaliers importants d'animaux. Premier marché de consommation de porc de l'UE, l'Allemagne a une position géographique qui facilite les échanges. Sa politique de modération salariale a rendu son industrie très compétitive lui permettant de s'imposer à l'export. Plus rentable, l'engraissement s'est développé au détriment du naisseur. En 2009, l'Allemagne a importé 9 millions de porcelets et 5 millions de porcs charcutiers, du Danemark et des Pays-Bas principalement. L'export en vif traduit moins un choix stratégique que la forte pression environnementale dans ces deux pays et qu'une perte de compétitivité de l'abattage-découpe au Danemark. Ces dix dernières années, 7 élevages de truies sur 10 ont disparu au Danemark, 6 sur 10 aux Pays-Bas. Cette restructuration accélérée dote ces pays de porcheries modernes et aux normes, avec les meilleures performances techniques mondiales. Mais cette mutation est porteuse de risques économiques (endettement des fermes), sociaux (hégémonie du modèle d'élevage) et sanitaires (flux d'animaux vivants). A l'avenir, la production ne devrait pas augmenter sensiblement au Danemark et aux Pays-Bas, limitée par l'environnement. Leur spécialisation en naisseur devrait se poursuivre pour alimenter l'Allemagne durablement déficitaire en porcelets, avec la probable disparition de nombreux petits naisseurs du sud. Dans le nord-ouest « saturé » par l'essor de l'engraissement, l'opposition sociétale et les difficultés d'accès au foncier limitent les perspectives de croissance.

Growth trends in Northern European pig production: the appearance of a new cross-border model

Germany, the Netherlands and Denmark are quickly becoming a single production area with geographical specialization of activities and significant cross-border exchanges of animals. The location of Germany facilitates trade. Its policy of wage moderation increases its industry competitiveness and its exports. Higher prices paid for slaughter pigs have improved the profitability of fattening pig operations and fueled its expansion. Germany imported 9 million piglets and 5 million pigs in 2009, mainly from Denmark and the Netherlands. The exports of live animals reflect a loss of competitiveness of Danish slaughterhouses and strong environmental pressures in the Netherlands. Over the past decade, 7 out of 10 breeding farms have disappeared in Denmark, 6 out of 10 in the Netherlands. This rapid reorganization has left these North-EU countries with modern farms that comply with welfare and environmental regulations and now boast some of the world's best performances. However, these changes have also resulted in economic (farm debt), social (hegemony of the farm model) and health risks (live animals exchanges). In the future, production should not increase significantly in Denmark or the Netherlands because of environmental constraints. Their specialization in producing feeder pigs will likely continue to support the German demand for extra piglets, and with the probable consequence that a few more small breeders in the South will go out of business. The Northwest, which is largely "saturated" owing to recent and significant expansion of fattening pig operations, will likely experience slower growth because of societal opposition and difficulties acquiring land.

INTRODUCTION

L'Allemagne, les Pays-Bas et le Danemark réalisent 36% de la production porcine européenne (20,1%, 8,8%, 7,6% respectivement). Ces 15 dernières années, l'Allemagne et le Danemark ont fortement augmenté leur production porcine alors que la France peinait à maintenir la sienne.

Même les Pays-Bas, pourtant confrontés à une situation environnementale et sanitaire devenue ingérable, ont renoué avec la croissance depuis 2004. Dans ces pays, la croissance s'est accompagnée d'une mutation du modèle d'élevage, et parfois plus globalement de la filière.

Sous l'effet d'évènements géopolitiques (réunification allemande, élargissement de l'Union européenne) et sanitaires (peste porcine aux Pays-Bas), des réglementations européennes et de choix nationaux, les positions relatives de ces trois pays sur le marché européen et mondial du porc ont été redistribuées et un modèle de production transfrontalier inédit s'est mis en place. Cet article décrit et analyse cette mutation de la production porcine nord-européenne à la lumière des résultats de deux études récentes réalisées par l'IFIP en 2009 sur le Danemark et en 2010 sur l'Allemagne. L'éclairage sur la Hollande s'appuie sur l'expertise et les bases de données de l'IFIP en attendant les résultats d'une étude plus approfondie en 2011.

1. EMERGENCE D'UN MODELE DE PRODUCTION TRANSFRONTALIER

Avec plus de 4,5 millions de tonnes équivalent carcasse produites en 2009, l'Allemagne est le premier pays producteur de porcs de l'Union Européenne, devant l'Espagne et la France. La croissance dynamique de sa production (+23% en 2009/2000) a permis de combler son déficit intérieur. Il avait dépassé 1 million de tonnes en raison de l'effondrement de la production nationale après la réunification du pays en 1989. Sur la même période, la production a augmenté de 15% au Danemark alors qu'elle se situe à peu près au même niveau aux Pays-Bas, à la suite d'une baisse, puis d'une reprise (Tableau 1).

Tableau 1 - Bilan d'approvisionnement en Allemagne, Danemark et Pays-Bas
2000, 2009 et évolution, milliers de tonnes équivalents carcasse (sauf indication contraire)

| Pays | Allemagne | | | Danemark | | | Pays-Bas | | |
|------------------------|-----------|-------|-------|----------|--------|-------|----------|--------|-------|
| | 2000 | 2009 | 09/00 | 2000 | 2009 | 09/00 | 2000 | 2009 | 09/00 |
| Production | 3 881 | 4 777 | +23% | 1 677 | 1 922 | +156% | 1 769 | 1 786 | +1% |
| Exportations en vif | 65 | 157 | +142% | 53 | 218 | +311% | 187 | 578 | +209% |
| Importations en vif | 166 | 657 | +296% | 0 | 0 | | 41 | 74 | +81% |
| Abattage | 3 982 | 5 277 | +33% | 1 624 | 1 624 | = | 1 623 | 1 283 | -21% |
| Exportations viandes | 584 | 2 030 | +247% | 1 392 | 1 512 | +9% | 1 065 | 851 | -20% |
| Importations viandes | 1 049 | 1 190 | +13% | 66 | 127 | +92% | 134 | 256 | +91% |
| Exportations totales | 649 | 2 187 | +237% | 1 445 | 1 730 | +20% | 1 252 | 1 429 | +14% |
| Importations totales | 1 215 | 1 847 | +52% | 66 | 127 | +92% | 175 | 331 | +89% |
| Consommation | 4 457 | 4 437 | -1% | 343 | 295 | -14% | 692 | 688 | -1% |
| Per capita (kg) | 54 | 54 | = | 64 | 54 | -16% | 44 | 42 | -5% |
| Excédent extérieur | -566 | +345 | | +1 379 | +1 603 | | +1 077 | +1 098 | |
| Auto-approvisionnement | 87% | 108% | | 489% | 652% | | 256% | 260% | |

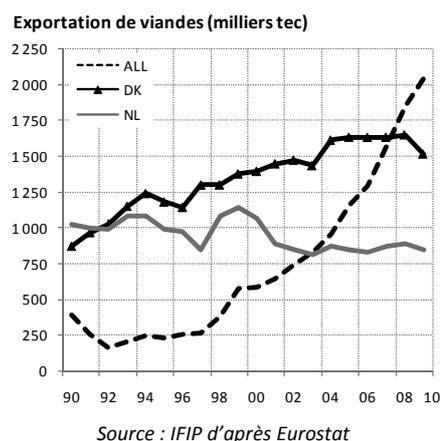
Source : IFIP d'après Eurostat et sources nationales

La croissance de la production allemande s'est accompagnée d'une remarquable augmentation des échanges commerciaux. D'une part, ses importations en vif ont été multipliées par 4 en 9 ans (2000-2009) alors qu'elles sont inexistantes au Danemark et très limitées aux Pays-Bas.

D'autre part, les exportations de viandes et produits transformés par l'Allemagne ont été multipliées par 3,5 sur la même période alors que celles du Danemark n'augmentaient que de 9% et celles des Pays-Bas reculaient de 20%.

Plaqué tournante, l'Allemagne exporte aujourd'hui l'équivalent de la moitié de sa production dont le quart vers les pays tiers.

Elle a largement supplanté en 2003 la Hollande en perte de vitesse, puis le Danemark en 2007 (Graphique 1).



Graphique 1 - Evolution des exportations de viandes

1.1. Les naisseurs danois et hollandais se disputent le marché allemand

Si la France est globalement à l'équilibre dans la production et l'engraissement des porcelets, une séparation géographique des fonctions de production s'est progressivement mise en place dans le nord de l'Europe.

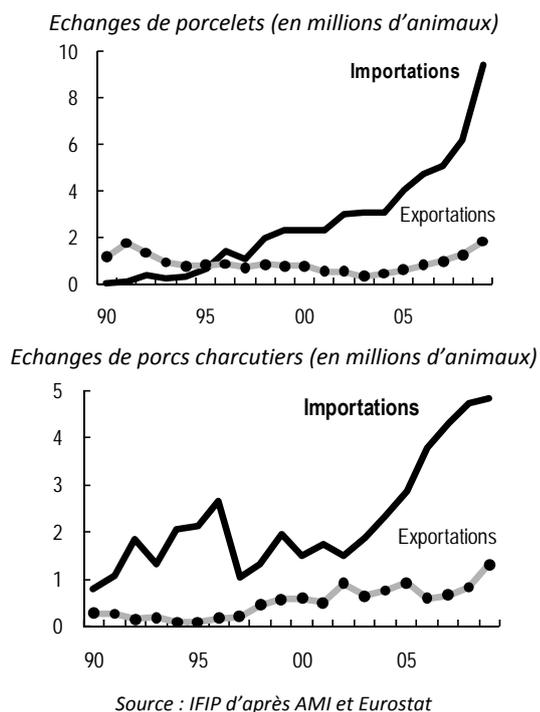
Dans un marché libéral, cette « coopération » reflète d'abord les différences de rentabilité des activités entre pays.

La spécialisation du Danemark et des Pays-Bas dans la production de porcelets et de l'Allemagne dans l'engraissement (et l'abattage) permet aussi de contourner leurs contraintes (foncier, environnement, société) et de valoriser leurs atouts spécifiques (surfaces, maîtrise technique, marché de consommation).

Autrefois exportatrice de porcelets, l'Allemagne en a importé plus de **9 millions en 2009** (Graphique 2), en provenance du Danemark (2/3) et des Pays-Bas (1/3).

L'essentiel de l'engraissement en Allemagne se fait en Basse-Saxe (33%) et en Rhénanie du Nord-Westphalie (26%), à proximité de la frontière néerlandaise.

Les importations de porcs charcutiers et les volumes abattus ont aussi bondi depuis 2004. Au final, en 2009, sur 56 millions de porcs abattus en Allemagne, un sur cinq a été importé¹.



Graphique 1 - Evolution des flux en vif de l'Allemagne

1.1.1. Danemark : 7 millions de porcelets et 1,1 million de porcs charcutiers exportés en 2009

Longtemps, le Danemark a réalisé dans le pays l'ensemble des phases de production de la viande de porc pour en exporter la plus grande partie (80-90%).

La stratégie danoise était résolument celle de la valeur ajoutée maximale sur son territoire, jouant la segmentation à partir d'analyses 'marketing' des pays cibles et d'infrastructures commerciales internationales très développées (Roguet *et al.*, 2010 b).

Mais aujourd'hui, environ 600 000 porcelets quittent le Danemark tous les mois. Sept millions de porcelets et 1,1 million de porcs charcutiers ont été exportés en 2009, presque exclusivement (88%) vers l'Allemagne, soit **29%** des 27,6 millions de porcs produits.

A l'échéance de quelques années, les Danois projettent d'en exporter **10 millions par an** (SUS, 2009a), voire beaucoup plus (Fiebelkorn, 2010).

1.1.2. Pays-Bas : 6 millions de porcelets et 4,1 million de porcs charcutiers exportés en 2009

En 2009, les Pays-Bas ont exporté 6 millions de porcelets (+18% en 1 an) et 4,1 millions de porcs charcutiers (+9% en 1 an) soit **44%** des 23 millions de porcs produits. La forte hausse en 2009 s'explique par la reconnaissance en janvier du statut indemne d'Aujeszky de la Hollande facilitant l'export. En 1995, les porcelets hollandais étaient expédiés principalement en Espagne, Belgique et Italie. Aujourd'hui, la moitié d'entre eux rejoint le marché allemand et un quart l'Europe de l'Est. La Hollande vise un accroissement de ses ventes en Allemagne d'environ 2 millions de porcelets d'ici 2015 (Brunn et Christiansen, 2009). Mais le marché allemand pourrait ne pas suffire à absorber les volumes supplémentaires de porcelets danois et néerlandais. Selon les experts allemands, les importations de porcelets par l'Allemagne atteindraient 11,2 millions de têtes en 2010 et 14,8 millions en 2015. La concurrence restera donc rude entre le Danemark et les Pays-Bas pour conserver ce débouché rémunérateur.

1.2. Délocalisation de l'abattage en Allemagne

En 2009, les Pays-Bas ont exporté 3,1 millions de charcutiers en Allemagne (76% du total) où est implanté l'abatteur hollandais Vion qui optimise ainsi l'utilisation de son outil industriel. Entre 2005 et 2009, les exportations danoises de porcs charcutiers sont passées de 471 000 à 1 117 000 têtes (+137% en 4 ans, mais -19% sur les 7 premiers mois de 2010). Ce flux et le recul du nombre de porcs abattus au Danemark (-15% sur 2004-2009, mais +4% sur les 7 premiers mois de 2010) reflètent la perte de compétitivité du secteur de l'abattage découpe du pays en raison de ses coûts salariaux (34,3 €/h en 2009), deux fois à trois fois supérieurs à ceux pratiqués en Allemagne et en forte augmentation (+25% sur 2002-2009 contre -5% en Allemagne). Un tiers des emplois dans le secteur de l'abattage au Danemark a été supprimé (soit 4 400 emplois) depuis 2004 et le plan de redressement de Danish Crown (82% des porcs abattus au Danemark), présenté en 2009, « DC Future », prévoit de réduire de 20% les coûts salariaux et de délocaliser une partie de son activité en Allemagne. Face à ce handicap, les abatteurs danois ont baissé les prix payés aux producteurs pour leurs porcs.

D'après Ilari *et al.* (2010), sur 2005-2009, les producteurs danois ont perçu un prix du porc (y compris compléments et prélèvements déduits) inférieur de 14 cts€/kg à celui des allemands !

En réaction, et face aux opportunités sur le marché allemand, de nombreux producteurs danois ont rompu leur contrat avec la coopérative pour vendre en direct leurs porcs en Allemagne ou ont arrêté l'engraissement pour se spécialiser dans la production de porcelets (Windhorst, 2010a). En Allemagne, les prix du porc sont tirés vers le haut par la demande.

La consommation intérieure est soutenue et l'export, on l'a vu, se développe rapidement. En moyenne sur 2004-2008, les prix des porcelets, fonction de ceux du porc charcutier, étaient de 52 €/tête dans le nord-ouest de l'Allemagne (pour un poids moyen de 29,7 kg) contre 46 € au Danemark (32,2 kg) et 39 € en Hollande (25,2 kg) d'après les données comptables nationales. Malgré des coûts d'exportation de 4,4 à 8,8 €/porcelet du Danemark (dont 2,7 € de transport) et de 1,8 à 2,2 € des Pays-Bas (dont 1,5 € de transport) (Bruun et Christiansen, 2009), le marché allemand est d'autant plus attractif que les Danois et Néerlandais produisent un porcelet environ 13 € moins cher que les allemands sur la période.

¹ (14 millions de porcs importés – 2 millions de porcs exportés) / 56 millions de porcs abattus par l'Allemagne

2. STRUCTURES ET PERFORMANCES DES ELEVAGES DE PORCS NORD-EUROPEENS

2.1. Le choix des « megafarms » (très grandes fermes) et de la spécialisation de l'activité

Par son ampleur, la restructuration danoise mérite une attention particulière. En 10 ans, alors que son cheptel porcine augmentait de 6,4%, le Danemark a perdu plus de 10 000 exploitations porcines sur les 15 483 recensées en 1999. Sur les 5 041 élevages porcins en 2009, 2 600 ont des truies (contre 9 135 dix ans auparavant pour un cheptel de truies proche). La crise depuis 2007 (hausse du prix de l'aliment en 2007 et 2010, crise économique mondiale en 2008) a accéléré le mouvement : en 2 ans, 3 élevages sur 10 ont abandonné la production porcine au Danemark ! Aux Pays-Bas, sur les 3 600 élevages de truies en activité en 2007, 7 à 10% devraient disparaître chaque année d'ici 2013 selon les experts. La production de porcelets pourrait être réalisée demain par un millier d'élevages d'une taille moyenne de 1 000 truies. Deux mille élevages vendraient leurs droits à produire (550 €/truie et sa suite pour 270 000 truies) aux 1 000 élevages en course qui s'agrandiraient de 270 truies en moyenne (SUS, 2009b).

Comparé à la France et à l'Allemagne, le Danemark et les Pays-Bas ont fait le choix d'un modèle de production reposant sur un nombre réduit de (très) grandes fermes : en moyenne en 2007, la taille moyenne des élevages professionnels² de truies au Danemark (557 truies) ou en Hollande (373 truies) est deux à quatre fois plus grande qu'en France (183 truies) ou en Allemagne (140 truies).

En France, les élevages associant les activités de naissance et d'engraissement rassemblent 85% des truies et 63% des porcs à l'engrais de l'hexagone en 2009 (SSP).

Dans le nord de l'Europe, les naisseurs spécialisés, souvent de grande taille (900 à 1 000 truies en moyenne), détiennent 50 à 70% des truies et les engraisseurs spécialisés produisent 70 à 80% des porcs charcutiers (Roguet, 2009a, 2009b).

2.2. Progrès techniques

Avec la disparition des élevages les moins efficaces, la spécialisation et l'agrandissement des exploitations, les performances moyennes s'améliorent rapidement.

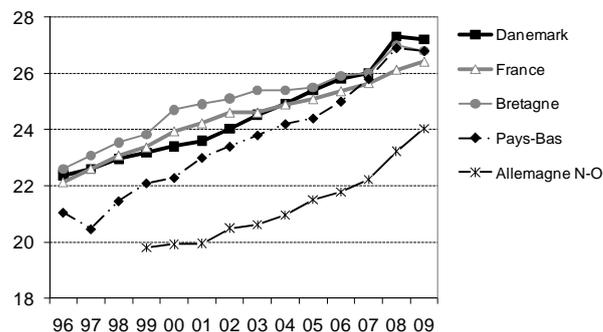
Sur la productivité des truies, le Danemark et les Pays-Bas devançant la France depuis 2007 (Graphique 3). En 2009, grâce à des portées moyennes de 13,1 et 14,1 nés vifs respectivement aux Pays-Bas et au Danemark (13,0 en France, 12,0 en Allemagne), une truie en production (de la première saillie à la réforme) sèvre 27,2 porcelets par an dans ces deux pays contre 26,5 en France et 24,0 en Allemagne.

Cette performance s'explique par de nombreux facteurs : âge des porcheres, statut sanitaire (qualité des outils, séparation des stades physiologiques, suivi vétérinaire), importance accordée à ce critère dans la conduite d'élevages et dans la sélection génétique, maîtrise technique des éleveurs.

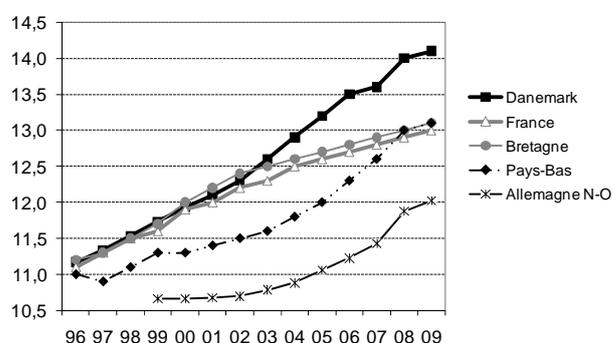
La vitesse de croissance des porcs en engraissement progresse aussi rapidement au Danemark et en Allemagne mais à des niveaux absolus différents (respectivement 850 g et 760 g/jour de 30 à 115 kg en 2009). Sur les autres critères zootechniques (indice de consommation, pertes), les écarts sont moindres. La productivité du travail (en nombre de porcelets vendus par

heure de travail pour les naisseurs) est aussi un critère important au Danemark et aux Pays-Bas où la main-d'œuvre est plus chère (Roguet *et al.*, 2011).

Nombre de porcelets sevrés / truie en production* / an



Nombre de porcelets nés vivants par portée



* Truie en production : de la première saillie à la réforme
Source : IFIP d'après DAAS, Agrovision, GTTT, SUS

Graphique 3 - Evolution de la productivité des truies

3. FACTEURS DE COMPETITIVITE ET DISTORSIONS DE CONCURRENCE

En plus de ses atouts naturels et culturels, le nord de l'Europe (l'Allemagne surtout) s'est doté de facteurs de compétitivité politiques et économiques.

3.1. Règles européennes et nationales sur la protection animale et environnementale

Pour se démarquer des concurrents, répondre aux exigences de certains marchés ou sous la pression de l'opinion publique, certains pays vont au-delà des obligations européennes au risque d'affaiblir la compétitivité de leurs producteurs. Ainsi, la législation néerlandaise imposait 1 m² par porc de plus de 85 kg de poids vif comparativement à 0,65 m² selon la Directive européenne (jusqu'à 110 kg, 1 m² au-delà) et 0,75 m² en Allemagne. Les surcoûts de cette mesure (jusqu'à 8,2 cts€/kg carcasse selon le LEI) conjugués aux difficultés d'accès au crédit ont eu partiellement raison de cette ambition : la surface par porc a été ramenée à 0,80 m² en mars 2010. Pour les élevages produisant des porcs destinés au marché anglais, la certification « Royaume-Uni » a imposé dès 1999 la conduite en groupe des truies gestantes. Ceci explique en partie le taux plus élevé de truies en groupe au Danemark (55-61% des truies du pays pour 53% des élevages selon DPP en 2010) et aux Pays-Bas (55% des élevages selon le LEI), dont le cinquième des exportations environ est destiné au Royaume-

² Elevages d'une taille supérieure à un seuil (variable selon les pays) rassemblant plus de 97% du cheptel

Uni. En Allemagne et en France, la part des élevages conduisant leurs gestantes en groupe est évaluée à 50% et 30% respectivement. A 2,5 ans de l'échéance (1^{er} janvier 2013), la mise en conformité des élevages avec une conduite en groupe des gestantes³ est donc un chantier gigantesque.

3.2. Distorsions fiscales et sociales

3.2.1. Le coût du travail dans l'industrie de la viande en Allemagne

Dans l'industrie allemande de la viande, les emplois sont massivement couverts par des intérimaires étrangers (originaires des PECO⁴), mis à disposition par des sociétés prestataires de service ayant leur siège hors d'Allemagne et qui facturent une prestation à l'industriel.

Même s'il existe une rotation des personnes, cette main-d'œuvre n'est pas occasionnelle.

Le taux de ces emplois est très fort chez Tönnies et D&S, variable selon les sites pour la coopérative Westfleisch (Tableau 2). Les filiales allemandes du néerlandais Vion et du danois Danish Crown recourent aussi massivement à ces emplois d'étrangers.

Tableau 2 - Importance de la main-d'œuvre d'Europe de l'est dans quelques entreprises allemandes importantes en viande de porc

Estimation du syndicat NGG (branche alimentation du DGB), réalisée en 2007 et révisée en 2009

| Société | Localité | Total employés | dont Euro péens de l'est | Comité d'entreprise | Accord collectif | Nationalité |
|--------------|-------------------|----------------|--------------------------|---------------------|------------------|-----------------------------|
| Tönnies | Rheda-Wiedenbrück | 2 200 | 90% | N | N | H, PL, CZ, SK, Lit, RO, RUS |
| Vion | Lingen | 300 | 40% | O | O | L, RO |
| | Emsteck | 630 | 40% | O | O | H, PL |
| | Holdorf | 52 | 90% | N | N | RO |
| | Perleberg | 270 | 33% | O | O | RO, PL, SK |
| | Zeven | 250 | 36% | O | O | PL |
| Westfleisch | Hamm | 1 150 | 86% | O | O | PL, RO |
| | Lübbecke | 680 | 74% | O | O | PL, RO |
| | Paderborn | 560 | 54% | O | O | PL, RO |
| | Coesfeld | 550 | 46% | O | O | PL, RO |
| D&S | Essen | 1 200 | 84% | N | N | H, PL, CZ, SK, Lit |
| Danish Crown | Oldenburg | 185 | 92% | N | N | PL |

Source: NGG par enquêtes dans les entreprises

Cette pratique est entourée d'une relative discrétion de la part des entreprises concernées. On évoque des salaires horaires

de 3 à 5 euros payés et un coût total pour l'entreprise utilisatrice de 5 euros à 7 ou 8, selon la qualification contre 15 € pour un salarié allemand, 15 à 20 € pour un français et 34 € pour un danois. Les conditions de travail (très longues journées, sanctions par des retenues sur rémunération...) « surprennent » dans un pays développé comme l'Allemagne. L'impact qu'aurait un tel recours massif à ce type de main-d'œuvre dans une entreprise bretonne abattant et élaborant à 80% 28 000 porcs par semaine a été évalué par l'IFIP à 8 cts d'euro par kilo de viande abattue, découpée, élaborée (taux horaires de 5,40 et 7,50 euros selon qualification, durées annuelles de travail de plus de 2 000 h). Il est raisonnable de penser que l'économie réalisée par les entreprises allemandes est au minimum de 5 cts par kilo.

En Allemagne, l'Etat intervient peu dans la fixation des conditions sociales qui repose sur un dialogue entre partenaires sociaux, fédérations d'employeurs et syndicats de salariés. Il n'y a pas de salaire minimum interprofessionnel. Les salaires et le temps de travail sont définis par des conventions de branche. De plus, jusqu'au 1 mai 2011, l'Allemagne a interdit l'accès de son marché du travail (dans une situation de droit allemand) aux ressortissants des pays de l'Est.

Leur emploi dans l'industrie de la viande ne s'inscrit pas non plus dans le cadre du « détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services » (directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 qui fixe des règles minimales pour l'emploi et la rémunération des travailleurs « détachés » de leur pays d'origine). En effet, lors de la révision en 2009 de la loi « Arbeitnehmer-Entsendegesetz » transposant la directive, l'industrie de la viande a été laissée à l'écart des extensions à d'autres secteurs que le bâtiment, le nettoyage d'immeubles et les services de courte durée qui constituaient le noyau d'origine, malgré les demandes insistantes du syndicat allemand des salariés de l'alimentation.

3.2.2. Le régime forfaitaire de TVA dans l'agriculture allemande

Si les Etats membres de l'UE ont la faculté de mettre en place, en faveur des producteurs agricoles, un régime forfaitaire destiné à compenser la charge de TVA qu'ils supportent sur leurs achats, l'utilisation qu'en fait l'Allemagne s'apparente à une subvention déguisée. Le taux de TVA sur les ventes est de 10,7% pour les entreprises agricoles (au forfait) vers des entreprises commerciales (au réel). Il est de 7% sur les achats d'intrants agricoles (aliments, porcelets, engrais...), mais de 19% sur les investissements et les intrants non agricoles (produits vétérinaires, énergie...). En conséquence, le taux de TVA de la vente de porcelets entre deux entreprises agricoles n'est que de 7%. En élevage engraisseur, les achats de porcelets et d'aliments représentent environ 80% des charges assujetties à la TVA. La TVA sur les charges est donc en moyenne proche de $0,8 \times 7\% + 0,2 \times 19\% = 9,4\%$.

Ce taux est inférieur aux 10,7% sur les ventes.

L'avantage procuré par ce régime est estimé par la Chambre d'agriculture de Basse-Saxe à 3,60 €/porc en engraissement, soit près de 0,04 €/kg de carcasse. Le système forfaitaire concernerait 80% de la production porcine allemande. Le seuil entre exploitations de statut « agricole » (*landwirtschaftlich*) bénéficiant du forfait (*Pauschalierung*) et « commercial » (*gewerblich*) au réel (*Optierung*) est déterminé par le rapport entre le nombre d'animaux calculé en unité animales et la surface agricole exploitée.

³ Directive 2001/88/CE du Conseil du 23 octobre 2001 modifiant la directive 91/630/CEE établissant les normes minimales relatives à la protection des porcs

⁴ PECO : Pays d'Europe Centrale et Orientale

Pour bénéficier du « coup de pouce » forfaitaire, les exploitations adaptent leur structure juridique : création de structures agricoles avec les terres et de structures commerciales sans terre, combinaison de structures permettant d'optimiser le système (exemple d'un élevage naisseur-engraisseur avec une structure de naissance « agricole », le post-sevrage « commercial » et l'engraissement « agricole ») ou découpage en plusieurs entités juridiques pour profiter de l'allocation d'unités animales par ha plus importante sur les premiers hectares.

4. CONCLUSION ET PERSPECTIVES

L'Allemagne, le Danemark et les Pays-Bas forment aujourd'hui un bassin continu où les phases de la production de porc (naissance, engraissement, abattage) se répartissent en fonction des opportunités de marché et des contraintes et atouts de chaque pays. La mutation des élevages porcins au Danemark et aux Pays-Bas est la conséquence de leurs limites environnementales et économiques et le résultat d'une lutte intense pour conquérir le marché allemand. Pour rester dans la course, ils comptent sur la même stratégie décidée, planifiée et véhiculée par leurs professionnels respectifs : concentrer l'activité dans un nombre réduit d'outils spécialisés de grande taille, accédant à une productivité excellente de tous les facteurs de production et à des économies d'échelle.

La diminution drastique du nombre d'élevages traduit la sélection implacable à laquelle ils sont soumis ces dernières années, les banques ne finançant que les meilleurs. Aussi cette restructuration très active a doté ces pays d'outils de production modernes, rationnels et aux normes atteignant techniquement les meilleures performances mondiales.

Mais cette évolution si rapide est porteuse de risques économiques, sociaux et sanitaires. Elle repose sur des paris quant à l'évolution des débouchés allemands, du prix des terres... La circulation de millions de porcs vivants chaque année, transfrontalière et dans une région (la Rhénanie) sujette à des épisodes de peste porcine, est une « bombe à retardement » selon certains experts (Windhorst, 2010b).

Enfin, l'évolution structurelle de la production envisagée par les Danois et les Néerlandais laisse peu de place à la diversité des modèles d'élevages et des profils d'éleveurs. Technique et économique, la course à la taille apparaît aussi presque philosophique. Les Allemands sont plus nuancés dans leurs perspectives et sur l'intérêt économique des très grandes structures eu égard à leurs risques financiers et à leurs limites sociales (conditions de travail) et sociétales (image de la production porcine).

A l'avenir, la production porcine ne devrait pas augmenter de manière significative au Danemark et aux Pays-Bas en raison des contraintes environnementales. En Allemagne, dans le nord-ouest du pays « saturé » par un développement très important de la production porcine ces dernières années, l'opposition sociétale et l'accès au foncier (pour l'épandage et le régime forfaitaire de TVA) limitent les perspectives de croissance. Par contre, l'échéance 2013 de la mise aux normes des élevages de truies pourrait conduire à la disparition de nombreux petits naisseurs du sud du pays et entretenir un flux important de porcelets.

REMERCIEMENTS

Ce travail a été financé par Inaporc, FranceAgrimer et le programme national de développement agricole et rural.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Brunn L., Christiansen M., 2009. Eksport af smagrise til Tyskland, Dansk Svineproduktion - Rapport nr. 35, 24 p.
- Danish Pig Production, 2008. Production systems in the future (page 6) in Annual Report 2008, 56 p.
- Fiebelkon M., 2010. Strukturudvikling på det danske smagrisemarked, Svineproducenter, 2, 2010, 11-18.
- Hoste R., 2008. Biggenexport naar Duitsland: een markt te winnen, Actiepunten voor de Nederlandse varkenssector, LEI, 79 p.
- Ilari E., Duflo B., van Ferneij J-P., Marouby H., Rieu M., 2010. Les prix du porc perçus par les producteurs dans l'Union Européenne. série Etude Economique, IFIP Editions, 80 p.
- SUS, 2009 (a). Was tut sich in Dänemark und Holland? Schweinezucht und Schweinemast, 2/09, April/Mai 2009, 10-14.
- SUS, 2009 (b). Niederlande : Strukturwandel schafft Perspektive. Schweinezucht und Schweinemast, 2/09, April/Mai 2009, 16-21
- Roguet C., 2009a. Le modèle naisseur-engraisseur et ses déclinaisons en France. Atout Porc Bretagne, Loudéac 25 novembre 2009, 27-29.
- Roguet C., 2009b. Quels modèles d'élevage porcins dans l'Union européenne? Atout Porc Bretagne, Loudéac 25 novembre 2009, 24-26.
- Roguet C., Duflo B., Graveleau C., Rieu M., 2010 a. « Production porcine au Danemark : la grande mutation. Structures d'élevage, maîtrise des impacts environnementaux, résultats technico-économiques ». Rapport d'étude financée par le Ministère de l'Agriculture dans le cadre du projet de développement agricole et rural, 74 p.
- Roguet C., Duflo B., Graveleau C., Rieu M., 2010 b. La mutation de la production porcine au Danemark : modèles d'élevage, performances techniques, réglementation environnementale et perspectives. Journées de la Recherche Porcine, 42, 59-64.
- Roguet C., Renaud H., Duflo B., 2011. Productivité du travail en élevage porcins : comparaison européen et facteurs de variations. Journées Rech.Porc., 43, 251-252.
- Windhorst, H.-W., 2010 (a). Das Ende einer Erfolgsgeschichte? Die Dynamik der dänischen Schweinefleischproduktion in den zurückliegenden beiden Jahrzehnten (Teil 1). In: Fleischwirtschaft 90 (2010), Heft 2, S. 16-24.
- Windhorst, H.-W., 2010 (b). Chancen und Risiken der globalen Schweinefleischerzeugung. Synthèse par Topagrar (09/04/10) de l'intervention orale de Dr. Windhorst lors de la réunion des adhérents de la région nord du syndicat de l'alimentation animale allemand (DVT).